

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451^e réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Luli et autres</i> (groupe)	Lien	01/07/2014	Durée excessive des procédures civiles et pénales et absence de recours à cet égard.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif .	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Khadija Ismayilova</i> (groupe)	Lien	10/04/2019	Violations du droit de la requérante à la vie privée et à la liberté d'expression en relation avec son travail de journaliste.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale ou pour leur engagement politique et social actif, en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5 .	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namazov</i> (groupe)	Lien	30/05/2020	Absence de garanties procédurales dans une procédure disciplinaire , ayant conduit à la radiation des requérants pour manquement à l'éthique professionnelle suite à des altercations verbales avec un juge.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région absence de recours effectifs .	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Association pour l'intégration Européenne et les droits de l'homme et Ekimdjev</i> (groupe)	Lien	30/01/2008	Garanties insuffisantes contre le risque d'abus en matière de moyens de surveillance secrète .	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
BULGARIE	<i>S.Z. (groupe)</i> <i>Kolevi</i>	Lien Lien	03/06/2015 05/02/2010	Systemic problem of ineffective criminal investigations in Bulgaria with regard to shortcomings which affect investigations concerning both private individuals and law enforcement agents and lack of guarantees for the independence of criminal investigations against the Chief Prosecutor.	Lien	Lien
CHYPRE	<i>Khani Kabbara</i> (groupe)	Lien	05/09/2018	Mauvais traitements par la police et absence d'enquête effective.	Lien	Lien
FRANCE	<i>J.M.B. et autres</i>	Lien	30/05/2020	Mauvaises conditions de détention (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
FRANCE	<i>Khan</i>	Lien	28/05/2019	Défaut de prise en charge et de protection d'un mineur étranger non accompagné étant donné ses conditions de vie sur le site de la « lande » de Calais et non-exécution de l'ordonnance du juge des enfants visant à le protéger.	Lien	Lien
GEORGIA	<i>Identoba et autres</i> (groupe)	Lien	12/08/2015	Absence de protection contre des attaques homophobes lors de manifestations.	Lien	Lien
GEORGIA	<i>Tkheldze</i> (groupe)	Lien	08/10/2021	Défaut de se protéger de la violence domestique et de mener une enquête effective sur l'inaction de la police.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations .	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gubacsi</i> (groupe)	Lien	28/09/2011	Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquête effective à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Tonello</i> (Groupe Shaw)	Lien	24/04/2018	Non-exécution par les autorités des décisions judiciaires ordonnant le retour de la fille du requérant, enlevée par sa mère.	Lien	Link

COMITÉ DES MINISTRES – surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451^e réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ITALIE	<i>Oliveri et autres</i> (groupe)	Lien	04/07/2016	Questions découlant de la réforme de 2012 de la loi « Pinto » ; ineffectivité de ce recours concernant la durée excessive des procédures administratives ; impossibilité de se plaindre de la durée excessive des enquêtes préliminaires dans le cadre de procédures pénales.	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à son encontre. De ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Lien
MALTE	<i>Apap Bologna</i> (groupe)	Lien	30/11/2016	Restrictions aux droits de propriété du fait de la réquisition et de l'imposition d'une relation propriétaire/locataire au propriétaire ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Ozdl et autres</i>	Lien	11/09/2019	Transfert extrajudiciaire de personnes vers la Turquie , au mépris du droit national et international.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	X.	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire » des requérants, qui sont depuis détenus au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay. M. Al Nashiri y reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis, et M. Abu Zubaydah est détenu sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>XERO FLOR w POLSCE sp. z o.o.</i>	Lien	07/08/2021	Motifs insuffisants des tribunaux pour refuser de soumettre une question juridique à la Cour constitutionnelle. Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Reczkowicz groupe</i> <i>Broda et Bojara</i>	Lien Lien	22/11/2021 29/09/2021	Tribunal non établi par la loi notamment du fait que des juges de la Cour suprême ont été nommés dans le cadre d'une procédure déficiente impliquant le Conseil national de la magistrature, organe qui, depuis 2018, n'offrait pas de garanties suffisantes d'indépendance ; violation du droit d'accès au tribunal en raison de l'absence d'examen judiciaire de la fin prématurée du mandat des requérants en tant que vice-présidents d'un tribunal régional.	Lien Lien	Lien Lien
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire » du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay, où il reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Association « 21 Decembre 1989 » at autres</i> (groupe)	Lien	28/11/2011	Ineffectivité des enquêtes pénales sur les répressions violentes de manifestations antigouvernementales en 1989 et au début des années 1990.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Loiry</i>	Lien	17/05/2022	Non-exécution par les autorités d'une décision judiciaire définitive ordonnant le retour des enfants du requérant au lieu de leur résidence habituelle.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Bucur et Toma</i>	Lien	08/04/2013	Condammnation d'un dénonciateur pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	Lien	29/03/2018	Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	Lien	19/10/2012	Violation du droit à l'instruction des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1451^e réunion (DH) – 6-8 décembre 2022

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Georgia (II)</i>	Lien	21/01/2021	Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Témoins de Jehovah de Moscou et autres Krupko et autres</i>	Lien Lien	22/11/2010 17/11/2014	Dissolution de la communauté religieuse requérante et interdiction de son activité , entraînant l'impossibilité pour les individus de manifester leur religion et de mener des activités indispensables à leur pratique religieuse. Refus de réenregistrer l'organisation religieuse et dispersion d'une cérémonie religieuse pacifique à laquelle des Témoins de Jéhovah de différentes congrégations ont participé.	Lien Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mozer</i> (groupe)	Lien	23/02/2016	Diverses violations ayant trait à la région transnistrienne de la République de Moldova.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov Navalnyye</i>	Lien	04/07/2016 05/03/2018	Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Volodina</i> (groupe)	Lien	04/11/2019	Failure to protect from domestic violence and to conduct an effective investigation.	Lien	Lien
SERBIE	<i>R. Kačapor et autres</i> (groupe)	Lien	07/07/2008	Non-exécution des décisions judiciaires et administratives définitives , y compris à l'encontre « d'entreprises appartenant à la collectivité ».	Lien	Lien
SERBIE	<i>Stanimirović</i> (groupe)	Lien	30/03/2012	Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquêtes effectives à cet égard.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Opuz</i> (groupe)	Lien	09/09/2009	Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées , conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Levchuk</i> (groupe)	Lien	14/04/2017	Manquement à l'obligation d'assurer la protection de la requérante contre les violences domestiques.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Zelenchuk et Tsytsyura</i> (groupe)	Lien	22/08/2018	Interdiction généralisée et indéfinie de l'aliénation de terres agricoles.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>Gaughran</i> (groupe)	Lien	13/06/2020	Atteinte disproportionnée au droit au respect de vie privée en raison de la conservation, sans limitation de durée et sans possibilité de réexamen de la situation, du profil ADN, des empreintes digitales et de la photographie d'une personne reconnue coupable d'une infraction mineure.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>McKerr</i> (groupe)	Lien	04/05/2001	Actions des forces de sécurité en Irlande du Nord dans les années 1980 et 1990 ; défaut d'enquêtes effectives conformes à l'article 2.	Lien	Lien